

NORBERT RÖTTGEN

Membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Nous concluons les remarques d'introduction avec Norbert Röttgen. J'espère qu'il nous restera du temps pour discuter car certains points soulevés méritent une discussion, et nous voulons, bien sûr, recueillir quelques réflexions de notre auditoire. Norbert ?

Norbert Röttgen, membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères

Oui, je vous remercie. Je ferai quelques remarques et je reprendrai certaines réflexions et remarques de nos collègues. Nous sommes censés parler de l'avenir de l'Europe. Or, ce qui a changé en février 2022, c'est que l'avenir de l'Europe, avant toute autre chose, est devenu une question de sécurité. Auparavant, nous parlions de compétitivité, d'inclusion sociale et de changement climatique. Tout cela reste important et d'actualité, mais l'avenir dépend désormais de la sécurité. Ce qui a changé en novembre de cette année, c'est que la sécurité européenne, pour la première fois depuis décembre 1941, est devenue une question essentiellement européenne. L'avenir de l'Europe et l'avenir de la sécurité européenne dépendent donc désormais, tout à coup, de nous, les Européens. Il s'agit d'une nouveauté fondamentale et il serait juste de dire que les Européens ne sont pas préparés à ce changement révolutionnaire dans leur responsabilité à l'égard de leur propre destin. Cependant, telle est la situation et j'aimerais partager votre optimisme quant au fait que les Européens, lorsqu'ils sont forcés de s'adapter à une nouvelle réalité, sont capables de le faire. Nous devons donc comprendre que notre sécurité ne dépend que de nous.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la façon dont se terminera cette guerre sera tout aussi importante que le fait même qu'elle se termine. Je conviens qu'il n'y aura pas de solution militaire. Cependant, je suis absolument convaincu que toute solution politique, et même les chances de réussite de toute solution politique, passent par des conditions militaires préalables. Ce qui est d'un intérêt primordial pour nous, Européens, dans la perspective de notre sécurité future, c'est que notre objectif stratégique consiste à faire de cette guerre un échec car si cette guerre russo-poutinienne s'avérait être un succès, même mitigé, en cas de nouveau vote en faveur de la guerre, la guerre se poursuivrait. Telle serait la leçon à en tirer. De plus, si cette guerre s'achève sur une sorte de victoire, en Europe et au-delà, cela validera cette tentative de réintroduire la guerre en tant qu'instrument de politique étrangère en Europe au XXI^e siècle. Notre objectif est donc de faire en sorte que cette guerre s'achève sur un échec.

Faire de cette guerre un échec n'implique aucune notion de territoire, seulement de souveraineté. Ce que nous devons faire, c'est œuvrer pour que l'Ukraine sorte de cette guerre en tant que pays souverain, en tant qu'État viable. C'est absolument vital car les intentions de Poutine, qui ont motivé le déclenchement de la guerre, sont et resteront inchangées. Son ambition, sa mission historique sont de rendre à la Russie sa stature d'empire européen. Il n'a jamais accepté les conséquences de la guerre froide. Il veut inverser le cours de l'histoire. Si l'Ukraine ne sort pas de cette guerre en tant qu'État souverain viable, la fin de la guerre risque de n'être qu'une pause tactique pour permettre à Poutine de se réorganiser, de reconstituer ses stocks et de reprendre la guerre. Ce point est donc capital.

Avec l'élection de Trump, on ignore comment évoluera la politique américaine en matière de politique étrangère et vis-à-vis de l'Ukraine. Je pense que cette imprévisibilité de Trump est la seule chose dont nous soyons sûrs. Autrement dit, nous ne savons rien. Toutefois, nous devons préparer l'avenir. Nous devons donc prendre Trump au mot, sans attendre de l'Amérique qu'elle apporte un soutien financier ou militaire à l'Ukraine. Par conséquent, nous devrions intervenir à la place des États-Unis, et pour commencer, nous devrions produire et acheter des armes car c'est aussi une question d'argent : comment assurer la sécurité de l'Ukraine, qui est indissociable de la sécurité de l'Europe ? Un échec de la guerre, en termes militaires, signifie que nous devons parvenir à une situation de blocage au lieu d'avancées de la Russie. S'il s'avère que Poutine échoue à obtenir quoi que ce soit par et grâce à la guerre, alors tous ses efforts auront été en vain. Cet objectif est réalisable et nous devons l'atteindre.

Par conséquent, sans tarder nous devrions acheter des armes, des armes américaines, et en même temps, en tant qu'Européens, nous devrions renforcer l'échelle et la dimension européennes de nos industries de défense. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de préserver et de maintenir nos industries de défense nationale dans le seul but de créer des emplois. Nous devrions transformer nos industries de défense nationale de façon à ce qu'elles servent à assurer notre sécurité et non pas à créer des emplois nationaux. Nous serons obligés d'en arriver là.

Cependant, nous pourrions aussi avoir une surprise. Trump, si désireux d'être un grand personnage historique, pourrait tenter de conclure un accord avec Poutine. S'il décide d'ouvrir cette négociation, il se sentira certainement obligé d'obtenir un résultat, afin de se vanter de cette grande victoire dans son pays. Il aura donc une obligation de résultat, tandis que rien n'empêche Poutine de poursuivre la guerre. Trump serait d'emblée en position de faiblesse en termes de résultat, ou d'éléments majeurs du résultat, alors que la Russie et Poutine auraient l'avantage. C'est une menace majeure. La notion d'un accord obtenu par Trump est à mes yeux le pire scénario pour les Européens car cette approche accélérera le processus d'adaptation des Européens, peut-être à un rythme trop rapide. Poutine et Trump pourraient signer un accord au détriment des intérêts sécuritaires de l'Ukraine, et donc au détriment des intérêts sécuritaires de l'Europe. Cela ferait de l'Ukraine une zone grise de la sécurité européenne, qui pèserait pendant des années, voire des décennies, sur la sécurité en Europe.

La situation est donc très grave et nous aurions dû réagir beaucoup plus rapidement. Nous n'avons pas vraiment commencé à réagir, mais il serait grand temps, car il n'y a pas



d'alternative. Il n'y a qu'une seule Europe. C'est notre Europe et nous devons assurer son avenir et sa sécurité.

Terry Martin

Je vous remercie.